



HAL
open science

Itinéraire d'un savant ambitieux. La carrière du physicien Jean Thibaud sous le régime de Vichy

Pascal Bellanca-Penel, Hugues Chabot

► To cite this version:

Pascal Bellanca-Penel, Hugues Chabot. Itinéraire d'un savant ambitieux. La carrière du physicien Jean Thibaud sous le régime de Vichy. *Philosophia Scientiae*, 2023, 27-1, pp.59-85. 10.4000/philosophiascientiae.3810 . halshs-04104868

HAL Id: halshs-04104868

<https://shs.hal.science/halshs-04104868>

Submitted on 24 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Philosophia Scientiæ

Travaux d'histoire et de philosophie des sciences

27-1 | 2023

La « parenthèse Vichy » ?

Itinéraire d'un savant ambitieux. La carrière du physicien Jean Thibaud sous le régime de Vichy

The Career Path of an Ambitious Scientist, the Physicist Jean Thibaud under the Vichy Regime

Pascal Bellanca-Penel et Hugues Chabot



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/philosophiascientiae/3810>

DOI : 10.4000/philosophiascientiae.3810

ISSN : 1775-4283

Éditeur

Éditions Kimé

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2023

Pagination : 59-85

ISBN : 978-2-38072-101-0

ISSN : 1281-2463

Référence électronique

Pascal Bellanca-Penel et Hugues Chabot, « Itinéraire d'un savant ambitieux. La carrière du physicien Jean Thibaud sous le régime de Vichy », *Philosophia Scientiæ* [En ligne], 27-1 | 2023, mis en ligne le 01 mars 2023, consulté le 08 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/philosophiascientiae/3810> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/philosophiascientiae.3810>



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Itinéraire d'un savant ambitieux. La carrière du physicien Jean Thibaud sous le régime de Vichy

Pascal Bellanca-Penel

Université de Lyon, Université Claude Bernard Lyon 1,
UR 4148 S2HEP (France)

Hugues Chabot

Université de Lyon, Université Claude Bernard Lyon 1,
UR 4148 S2HEP (France)

Résumé: La « parenthèse Vichy » marque un tournant dans la carrière de Jean Thibaud (1901-1960). Il occupe des postes rendus vacants par la mise à l'écart de Jean Perrin et de Paul Langevin, deux figures tutélaires de la physique française aux engagements politiques incompatibles avec le nouveau régime. Ces initiatives provoquent des réactions de rejet chez les universitaires qui œuvrent pour la résistance et pointent dès lors Thibaud comme un « collaborateur ». Nous proposons de suivre au plus près l'itinéraire de Thibaud sous l'angle d'une stratégie personnelle d'« accommodement », concept que l'historien Philippe Burrin a proposé pour décrire diverses formes d'adaptation aux circonstances nées de l'Occupation et que nous entendons revisiter dans le cadre de la présente étude.

Abstract: The “Vichy parenthesis” marked a turning point in the career of Jean Thibaud (1901-1960). He took over posts left vacant by the dismissals of Jean Perrin and Paul Langevin, two prominent figures in French physics whose political commitments were incompatible with the new regime. These posts taking were blamed by academics involved in the Resistance who saw Thibaud as a “collaborator”. We propose to follow Thibaud’s career path as closely as possible in the light of a personal “accommodation” strategy—a concept proposed by the historian Philippe Burrin to describe various forms of adaptation to the circumstances of the Occupation that we revisit in the context of this study.

1 Introduction

L'adaptation des milieux universitaires aux circonstances nées de l'Occupation a été abordée par quelques études pionnières [Singer 1992, 1997], [Gueslin 1994], [Rouquet 2010], auxquelles il faut ajouter des travaux consacrés à des personnalités savantes. Pour s'en tenir au seul monde scientifique, des figures de premier plan comme Frédéric Joliot-Curie (1900-1958) ou Charles Jacob (1878-1962) ont été attentivement étudiées, d'autres tout aussi importantes font l'objet d'un intérêt renouvelé, comme Alexis Carrel (1873-1944), ce dont témoigne une première synthèse [Chevassus-au-Louis 2004]. Mais, pour la plupart des chercheurs en activité sous le régime de Vichy, l'enquête historique reste à mener. Elle a été esquissée dans le cas de la collaboration scientifique [Singer 2006], et conduite récemment de façon approfondie à propos du milieu mathématicien [Eckes 2021].

Dans le domaine de la physique, le travail prosopographique vient de commencer avec le récit de l'exil au Royaume-Uni puis au Canada des jeunes chercheurs rassemblés avant-guerre au Collège de France par Joliot – Lew Kowarski (1907-1979), Hans Halban (1908-1964), Pierre Auger (1899-1993), Jules Guéron (1907-1990), Bertrand Goldschmidt (1912-2002) –, dans une thèse consacrée plus spécifiquement à leur rôle dans les programmes de recherche atomique français, anglais et américain sur la période 1939-1945 [Delime 2022]. Quant à ceux restés en France, certains noms émergent à l'occasion comme de simples figurants. Parmi eux, le physicien Jean Thibaud (1901-1960) est parfois cité comme de réputation vichyste [Belot 2015, 121], soupçonné d'accointances avec la collaboration [Verschueren 2017, 82], ou bien encore assimilé à des personnages acquis à l'idéologie de l'occupant, comme Henri Labroue (1880-1964) ou Georges Claude (1870-1960) [Pinault 1999, 388], [Pinault 2000, 247]. Est-ce pour cette raison qu'il est absent des acteurs qui comptent dans la physique française sur les périodes 1920-1940 et 1945-1960 venant encadrer l'Occupation [Pestre 1984, 259] ? La relégation du personnage dans les zones sombres du passé prive pourtant l'historien d'un regard précieux sur la vie scientifique sous le régime de Vichy.

Thibaud poursuit en effet une double carrière dans la zone dite « libre » (à Lyon) et dans la zone occupée (à Paris). Il est représentatif du milieu des physiciens structuré autour de la Société française de physique, animée avant-guerre par des personnalités comme Louis Dunoyer (1880-1963) et Eugène Darmais (1884-1958), qui en ont été les secrétaires généraux successifs durant les décennies 1920 et 1930, avec un rôle influent durant l'Occupation. L'itinéraire de Jean Thibaud offre ainsi un point d'observation sur la façon dont le monde des physiciens a poursuivi, de part et d'autre de la ligne de démarcation, ses activités de recherche, d'enseignement et d'administration. Dans cette perspective, l'attitude de Thibaud face à l'occupant et au régime de Vichy peut alors être interrogée.

Les comportements individuels et collectifs sous l'Occupation font l'objet depuis une vingtaine d'années d'études cherchant à dépasser la traditionnelle opposition entre résistance et collaboration. Le concept d'accommodation proposé par Philippe Burrin participe de cette volonté de mettre à distance des assignations qui sont d'abord celles attribuées par les acteurs et les témoins, souvent de façon rétrospective. La notion se veut un moyen de penser plus finement la complexité des attitudes face à la situation politique singulière et paradoxale créée, après la défaite française, par le maintien d'un gouvernement autonome en charge de l'administration de l'État tout en étant soumis à la tutelle du vainqueur.

Burrin distingue une accommodation contrainte et une accommodation volontaire, cette dernière constituant une forme de consentement motivé à servir le pouvoir, mais appelant à son tour à être différenciée. L'historien dégage deux modalités d'accommodation volontaire. La première, qui peut être qualifiée d'opportunité, sert un intérêt personnel (ou corporatif) et se traduit par des initiatives complaisantes vis-à-vis du régime en place. Elle n'engage pas nécessairement une adhésion idéologique à celui-ci, mais elle n'est pas nécessairement exempte de sympathie pour ses valeurs. Il n'existe d'ailleurs peut-être pas de réelle solution de continuité avec la seconde modalité, l'accommodation politique, attestée quant à elle par des actes publics de soutien aux gouvernants [Burrin 1995, 468-471].

Le caractère continu et englobant de la catégorie d'accommodation a suscité plusieurs critiques chez les historiens de la France occupée. Elle court en effet du collaborationnisme assumé au double-jeu dissimulé, prêtant ainsi à des individus que tout sépare (par exemple Doriot et Joliot) une acceptation plus ou moins prononcée de la situation d'occupation¹. La description des comportements glisse d'un registre de la complexité à celui de l'ambiguïté. Loin d'être neutre, le concept d'accommodation semble présupposer un consentement qui se rapproche d'une forme de collaboration, fût-elle contrainte². C'est pourquoi d'autres historiens comme François Marcot, Pierre Laborie, ou encore Denis Peschanski préfèrent recourir à des désignations spécifiques pour distinguer et caractériser au cas par cas plusieurs types de réaction face à l'occupant et au régime de Vichy. Résistance et collaboration au sens propre sont les plus connues mais sans doute les moins répandues, et d'autres termes sont proposés pour parcourir toute la gamme discontinue des attitudes individuelles possibles : opposition, désobéissance, dissimulation, évitement, attentisme,

1. C'est la raison pour laquelle, en réaction à l'analyse en termes d'« accommodation volontaire » à propos de Joliot [Burrin 1995, 315-322], Michel Pinault recontextualise l'attitude du physicien à l'égard des Allemands au début de l'Occupation en insistant sur son action résistante précoce [Pinault 1996].

2. En confirmation de cette interprétation, et pour ainsi dire en miroir, Philippe Burrin met en garde contre une dissolution (et donc un affadissement) de la notion de collaboration dans celle d'accommodation : « Il ne s'agit pas de noyer dans la catégorie d'accommodation la notion de collaboration, qui en fut la manifestation la plus marquée » [Burrin 1995, 9].

résignation, adaptation, indifférence, résilience, opportunisme... [Marcot 2006], [Laborie 2015], [Laborie & Marcot 2015, 39–50].

Nous proposons dans cet article d'examiner au prisme du concept d'accommodation et de sa critique l'itinéraire de Jean Thibaud. Pour mieux comprendre comment en tant que physicien il s'est adapté aux conditions de l'Occupation, deux niveaux d'analyse guideront notre étude. Le premier consiste à rendre compte des interactions de Thibaud avec les membres de sa discipline dans les moments clés de sa carrière. Le second porte l'attention sur les spécificités des lieux institutionnels de recherche et de formation en physique dans lesquels se déploient les initiatives de Thibaud.

2 Physicien atomiste à Lyon

Jean Thibaud fait partie de la génération montante des physiciens atomistes de l'entre-deux guerres³. Après avoir obtenu une licence ès-sciences à l'université de Lyon puis suivi une formation d'ingénieur à l'École supérieure d'électricité de Paris, il rejoint en 1921 le laboratoire de Maurice de Broglie (1875-1960), où il devient un spécialiste des rayons X et γ et soutient sa thèse en 1925 devant Marie Curie (1867-1934), Jean Perrin (1870-1942) et André Debierne (1870-1942). Il y croise Louis de Broglie (1892-1987), mais aussi Jean-Jacques Trillat (1899-1987) et René Lucas (1898-1990), anciens élèves (comme Joliot) de l'École de physique et chimie industrielle (EPCI). À partir de 1928, il oriente ses recherches vers les désintégrations nucléaires et devient, toujours sous la bienveillante protection de Maurice de Broglie, directeur adjoint du laboratoire physique des rayons X à l'École pratique des hautes études. Membre élu du conseil d'administration de la Société française de physique en 1930, il accède au rang de maître de recherches à la Caisse nationale des sciences lors de sa création en 1931. Il observe la désintégration du positron en même temps que Joliot⁴ qui travaille quant à lui à l'Institut du radium, acteur institutionnel central de la physique française à cette époque. Contrairement à Joliot, Thibaud ne fait pourtant pas partie de la délégation française au congrès Solvay de 1933, emmenée par Paul Langevin (1872-1946), même si Maurice de Broglie y présente ses résultats. Ajoutons que la rivalité scientifique entre les deux équipes se double d'une distance politique : d'un côté un groupe patronné par Perrin et Langevin, soudé autour des idéaux socialistes⁵, de l'autre un milieu placé sous la conduite de Maurice de Broglie, conservateur

3. La biographie scientifique de Jean Thibaud a fait l'objet de la thèse de Pascal Bellanca-Penel [2016].

4. Tim Dunker soutient que la découverte simultanée de l'annihilation du positron doit aussi être attribuée au physicien allemand Theodor Heiting (1908-1991), qui soutient sa thèse en 1934 à l'université Martin-Luther de Halle-Wittenberg [Dunker 2022].

5. Sur les liens intimes et politiques qui unissent ce groupe de la physique française des années 1930, voir [Vergnon 2008] et [Laurens 2019, 37–55].

et catholique⁶. Ce double clivage constitue peut-être l'une des motivations à l'origine d'une première bifurcation dans la carrière académique de Thibaud, une prise d'autonomie vis-à-vis du milieu scientifique parisien offerte par l'opportunité de prendre un poste de direction en province.

Thibaud rejoint en effet en 1935 l'université de Lyon après avoir été recommandé par Georges Déjardin (1893-1977), titulaire de la chaire de physique générale de la faculté des sciences, pour prendre en charge la chaire de physique expérimentale. Il a surtout l'ambition de créer le premier laboratoire de physique atomique en province, ce qu'il sollicite auprès de Victor Grignard (1871-1935), doyen de la faculté des sciences :

Mon intention est de créer à Lyon un centre de recherches de Physique moderne (rayons X, étude de l'atome et de ses radiations : positrons, neutrons, rayons cosmiques ; transmutations et désintégrations) analogue à celui dont je [dispo]sais jusqu'ici au laboratoire de M. de Broglie à Paris.

Si cette tentative de décentralisation abouti[ssait], l'Université de Lyon posséderait un Institut de Physiq[ue] [moder]ne susceptible d'attirer un certain nombre de cherche[urs] [et] comparable à ceux qui, pour ce genre d'études, n'exis[tent] encore en France qu'à la Faculté de Paris⁷.

Grâce aux soutiens de Déjardin et de Grignard, Thibaud s'affranchit ainsi du système gérontocratique parisien qui freine l'émergence des jeunes talents⁸. À moins de 35 ans, Thibaud est en capacité de former une équipe et mener son propre programme de recherche. Inauguré en 1936, l'Institut de physique atomique de Lyon (IPA) compte avant-guerre une petite dizaine de chercheurs associés, parmi lesquels deux jeunes physiciens théoriciens juifs réfugiés en France, Peter Havas (1916-2004) et Guido Beck (1903-1988), ancien assistant d'Heisenberg recommandé par Bohr. Grâce à des financements de l'université, mais aussi de la Caisse nationale de la recherche scientifique, l'IPA dispose de tout l'équipement typique d'un laboratoire atomique des années 1930 (électro-aimant, ampoule à rayons X, chambre à brouillard de Wilson, chambre d'ionisation, générateur de neutrons, compteur Geiger-Müller⁹...). Les sources radioactives sont préparées au centre anticancéreux de Lyon, avec lequel Thibaud noue un partenariat pour installer

6. Sur la culture aristocratique du laboratoire de Broglie, voir [Nye 1997].

7. Lettre de Jean Thibaud à Victor Grignard, doyen de la faculté des sciences, 5 mars 1935. Dossier administratif de Jean Thibaud, Archives de l'université Claude Bernard Lyon 1. La dégradation du document nous a conduits à proposer la restitution de plusieurs termes placés entre crochets.

8. C'est aussi le cas de Jean-Jacques Trillat, qui fonde son propre laboratoire en 1933 à Besançon. À Paris, comme l'a montré Dominique Pestre, l'accès à une chaire et à la direction d'un laboratoire a lieu en général après 50 ans [Pestre 1984, 217-223].

9. On trouvera une description et des clichés de ces instruments dans le texte d'une conférence prononcée par Jean Thibaud lors de la commémoration du centenaire de

des appareils d'extraction et de purification du radon à l'Hôtel-Dieu¹⁰. L'activité de recherche menée à l'IPA porte sur les produits de la fission de l'uranium¹¹ et sur la désintégration du polonium. Jusqu'en 1940, l'équipe rassemblée par Thibaud publie treize articles dans *Le Journal de physique et Le Radium*, vecteur principal de publication en France pour la physique. En comparaison du groupe Joliot-Curie de l'Institut du radium, qui occupe une place dominante dans ce même périodique (83 articles sur la période 1933-1940 selon [Pestre 1984, 77]), la production scientifique de l'IPA est modeste sans être négligeable au vu de sa création encore récente et du contexte de crise économique du milieu des années 1930.

À la veille de l'entrée en guerre de la France, Thibaud est ainsi à la tête d'un institut susceptible de rivaliser avec les laboratoires parisiens. Il est régulièrement invité pour des conférences à l'étranger¹². Son ancrage local est assuré et même consacré par son entrée à l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon en 1938. La défaite de juin 1940 et la proclamation du régime de Vichy ouvrent cependant un nouveau champ des possibles.

3 Candidat à la succession de Perrin et de Langevin

Avec l'instauration du nouvel État français dirigé par le maréchal Philippe Pétain s'engage une épuration administrative dans la haute fonction publique de responsabilité. À partir de l'été 1940, la législation exclut les personnes nées de parents non français, puis les membres d'associations secrètes¹³. L'ensemble du monde enseignant est touché, de l'instituteur au professeur d'université. De façon plus large, les syndicalistes et les opposants politiques sont écartés. Jean Perrin, qui s'était rangé en juin au côté des députés et ministres en désaccord avec la politique de collaboration, fait partie des universitaires révoqués (mis d'office à la retraite le 30 septembre 1940, il rejoindra les États-Unis à la fin

la mort d'Ampère organisée à Lyon du 5 au 8 mars 1936 [Chalumeau 1936, t. II, 487–494], à laquelle participent Maurice et Louis de Broglie, Jean Perrin et Jean-Jacques Trillat. C'est aussi l'occasion d'une visite inaugurale du tout nouvel IPA.

10. Thibaud rapporte qu'il est parvenu à faire isoler 1 gramme de radium en solution (*Les Nouvelles littéraires, artistiques et scientifiques*, 14 août 1937), quantité que l'on retrouve citée dans deux rapports rédigés en 1949 et 1953 sur les dommages de guerre subis par l'IPA [Bruyère & Régnier-Roux 2021, 330], à laquelle s'ajoute 500 cm³ d'eau lourde à 99,9% de provenance norvégienne [Bruyère & Régnier-Roux 2021, 329].

11. C'est grâce à Beck que Thibaud prend connaissance de la publication de Meitner et Frisch et en vérifie immédiatement les résultats [Havas 1995, 11, 24].

12. Il est par exemple reçu à Göttingen, où il rencontre le physicien atomiste Walther Bothe (1891-1957) au Kaiser-Wilhelm-Institut für physikalische und Elektrochemie.

13. Sur ces premiers réprouvés de la fonction publique par Vichy, voir [Barruch 1997, 115–127].

de l'année 1941). À Lyon, Déjardin est écarté du fait de ses liens avec la franc-maçonnerie (il sera réintégré en décembre 1943 à l'issue de plusieurs demandes de dérogation). Après avoir été internés dans des camps pendant la période de la « drôle de guerre », car ressortissants de puissances ennemies, Beck et Havas reprennent quant à eux leurs activités à l'IPA, mais avec le projet de quitter la France¹⁴. Depuis le 3 octobre, un statut interdit en outre aux Juifs la fonction publique. Parmi les plus de 200 fonctionnaires de l'enseignement supérieur révoqués sous le régime de Vichy, plus de la moitié le seront en application des mesures antijuives [Singer 1997, 133–135].

Au sein des universités, l'épuration politique se poursuit elle aussi. Paul Langevin est arrêté le 30 octobre. Le journal collaboracionniste *Le Matin* s'en fait l'écho :

Un des plus grands bénéficiaires des places de la République juive et maçonnique, le professeur Paul Langevin, illustre dignitaire de la Secte, vient d'être arrêté. Chimiste et physicien, professeur au Collège de France, membre de l'Institut, Langevin, au lieu de s'en tenir à la science, manifesta une grande activité politique pendant le règne du Front populaire et ne dédaigna pas de se mêler aux cortèges où on levait le poing. L'arrestation a eu lieu mercredi, à 14h30. [*Le Matin*, 2 novembre 1940]

Rappelons que Langevin avait patronné en 1934 la création du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Il est incarcéré à la prison de la Santé, puis assigné à résidence à Troyes à partir du 9 décembre (il sera admis d'office à la retraite à compter du 19 février 1941). L'arrestation a un retentissement énorme dans la communauté universitaire, notamment chez les étudiants. En dépit d'interdictions, une manifestation contre l'occupant, qui dépasse l'affaire Langevin, est organisée le 11 novembre et conduit à la fermeture de tous les établissements d'enseignement supérieur de Paris, où les cours ne reprendront que le 20 décembre¹⁵.

C'est dans ce contexte troublé que s'inscrit la candidature de Thibaud à la chaire de chimie physique de la Sorbonne, jusque-là occupée par Jean Perrin. Le témoignage rétrospectif de Havas apporte un éclairage sur les prémices de cette nouvelle bifurcation dans la carrière académique de Thibaud, sinon sur ses motivations :

But Thibaud had also learned that the Nobel laureate Jean Perrin had left Paris and he could not resist the temptation to apply for the now vacant chair. I was probably the first person at the

14. Havas obtiendra le 1^{er} avril 1941 un visa pour les États-Unis, où il arrivera le 22 juin, tandis que Beck quittera Lyon en décembre de la même année pour l'université de Coimbra au Portugal, puis rejoindra l'Argentine en 1943 [Dos Santos Fitas & Passos Videira 2007, 8, 16].

15. Sur cette arrestation et les réactions qu'elle provoque, voir [Bensaude-Vincent 1987, 207–211] et [Pinault 2000, 177–184].

institute to realize this, because one day Thibaud had called me to his office and secretively asked me “*Comment dit-on ‘poser sa candidature’ en allemand?*” (how does one say “posing one’s candidacy” in German?). He now took frequent trips to Paris and showed less and less interest in the work at the institute. Work on fission had stopped entirely. [Havas 1995, 28]

Sans autre source, il est difficile de préciser la fréquence de ces déplacements entre le milieu de l’été et le début de l’automne 1940 et leur objet exact, notamment d’attester une prise de contact avec l’occupant allemand en vue d’appuyer cette candidature.

Thibaud a surtout besoin d’un soutien au sein du conseil de la faculté des sciences de Paris, seul habilité à élire le successeur de Perrin, après vote indicatif de la commission des physiciens. Il trouve cet allié en Eugène Darmois, titulaire de la chaire de physique générale de la faculté des sciences de Paris et, depuis 1931, secrétaire général de la Société française de physique dont le bureau est alors dominé par les scientifiques les plus proches de Vichy [Pinault 2000, 215-217]. Ce dernier s’est lui-même distingué dans le conseil de la faculté des sciences de Paris en étant seul à ne se pas prononcer contre l’exclusion des enseignants juifs de l’université [Pinault 2000, 183]. En conclusion de son rapport sur la candidature de Thibaud, Darmois souligne la compétence expérimentale et la valeur pédagogique du physicien lyonnais, à même de prendre en charge la direction du laboratoire auquel est adossée la chaire :

L’œuvre de M. Thibaud est donc considérable ; il s’y révèle un expérimentateur de 1^{er} ordre, et un réalisateur, qualité qui lui vient peut-être de son passage à l’École supérieure d’électricité. Il est en même temps extrêmement averti des questions théoriques et si le Conseil décide de lui confier la délégation dans la Chaire de Chimie Physique, on peut être tranquille au sujet de l’avenir du laboratoire de Chimie Physique. Le passé de M^r Thibaud est aussi brillant du côté enseignement. Dans des cours libres à la Sorbonne, dans ses cours à Lyon, dans ses livres, il a fait preuve d’une clarté tout à fait rassurante pour l’avenir de son enseignement¹⁶.

Il est vraisemblable que l’attribution de la Chaire de Physique Chimie sous la forme d’une délégation, donc à titre provisoire, correspond à une procédure d’urgence mise en place pour remplacer Perrin dans le cours d’une année universitaire déjà engagée et fort perturbée. La déclaration en bonne et due forme d’une Chaire vacante doit en effet permettre de l’ouvrir à tout candidat, ce qui deviendra possible quelques mois plus tard.

Si Thibaud obtient le poste convoité, c’est peut-être aussi à la faveur du désistement du chimiste Paul Job (1886-1957), à en croire Francis Perrin (1901-

16. Rapport pour la délégation à la chaire du Laboratoire de chimie physique de la Sorbonne. Dossier Thibaud, Archives UPMC – 64W 1840.

1992), lui aussi candidat, qui rend compte à son père d'un scrutin relativement serré :

Mon bien cher Jean,
Tu sais déjà sans doute que le Conseil a choisi Thibaud (par 18 voix contre 13 à moi) pour la délégation à la Chaire (à la Commission j'avais eu 6 voix contre 8). Je m'attendais tout à fait à ce résultat ayant vu se grouper sur son nom tous ceux qui avaient d'abord poussé Job à se présenter. Je regrette que ton laboratoire passe entre les mains d'un homme qui n'a pas semble-t-il un idéal l'en rendant digne¹⁷.

Le terme « idéal » employé par Francis Perrin pointe peut-être la collusion de Thibaud avec les milieux vichystes. Jean Perrin incrimine quant à lui un état d'esprit de revanche vis-à-vis de sa position institutionnelle dominante avant-guerre :

Une vague de médiocrité, d'agacement contre l'influence que j'avais exercée contre ces médiocres, d'envie et de bassesse l'a emporté¹⁸.

Nommé « à titre provisoire à partir du 1^{er} janvier 1941 et au plus tard jusqu'à la fin de l'année scolaire 1940-1941¹⁹ », Thibaud ne rejoint pourtant pas immédiatement son nouveau poste en zone occupée. Suite à l'éviction de Laval du gouvernement de Vichy à la mi-décembre 1940, la ligne de démarcation est en effet fermée, et ce n'est que le 22 avril 1941 qu'il est installé dans son nouveau poste pour débiter ses cours le 2 mai²⁰. Dans le même temps, il obtient auprès de Charles Jacob l'autorisation de transférer à Paris les équipements de l'IPA financés par les crédits de la Caisse nationale de la recherche scientifique²¹, comme s'il envisageait d'y installer son activité de recherche.

La situation se retourne cependant lorsque Thibaud se dédit lors de la nouvelle campagne de recrutement destinée à nommer le successeur définitif de Jean Perrin à la Sorbonne. La raison en serait son remplacement à Lyon

17. Lettre de Francis Perrin à Jean Perrin, 10 novembre 1940, Fonds Jean Perrin, Archives de l'Académie des sciences, cote 54 J, dossier 5, 6.-S1.

18. Lettre de Jean Perrin à Francis Perrin, 10 décembre 1940, Fonds Jean Perrin, Archives de l'Académie des sciences, cote 54 J, dossier 5, 7.-S1.

19. Arrêté de nomination du 28 décembre 1940, adressé par le secrétaire d'État à l'Instruction publique Jacques Chevalier. Dossier administratif de Jean Thibaud, Archives de l'université Claude Bernard Lyon 1. Le tableau de synthèse de la carrière de Thibaud précise « du 01-01-41 au 30-09-41 ».

20. Voir la notice individuelle rédigée et signée par Thibaud le 8 mai 1941, ainsi qu'une lettre de G. Frémont au secrétaire de la faculté des sciences de Paris datée du 28 avril. Dossier Thibaud, Archives UPMC – 64W 1840.

21. Lettre de Charles Jacob au doyen de la faculté des sciences de Lyon, 12 mai 1941. Dossier administratif de Jean Thibaud, Archives de l'université Claude Bernard Lyon 1.

par Jean-Jacques Trillat, professeur depuis 1933 à la faculté des sciences de Besançon, qui a le projet de réorienter le programme de recherche de l'IPA [Havas 1995, 29]. Rappelons que les deux hommes partagent la même culture d'ingénieur – acquise pour l'un à l'École supérieure d'électricité, pour l'autre à l'EPCI – et qu'ils ont travaillé ensemble dans le laboratoire de Maurice de Broglie, où ils ont cosigné 6 articles entre 1929 et 1932 sur la diffraction des rayons X, mais aussi des électrons, appliquée à l'analyse des substances. Ils se distinguent cependant sous deux aspects. À la fin des années 1930, l'IPA créé à Lyon par Thibaud est reconnu pour ses contributions à la physique nucléaire alors émergente, tandis que le laboratoire de Trillat à Besançon s'est illustré par la mise au point du premier microscope électronique français destiné à la chimie physique tout aussi récente. À cette compétition disciplinaire, d'ordre scientifique, s'ajoute une autre cause potentielle d'affrontement, plus personnelle. Bien que lié idéologiquement comme Thibaud au milieu rassemblé autour de Maurice de Broglie, Trillat est un ami de Joliot, aussi passé par l'EPCI²², avec lequel il travaille à partir du milieu des années 1930 à développer les liens entre science et industrie [Pinault 2000, 105, 114, 141, 228–229]. Le revirement de Thibaud trouverait-il son origine dans ce double motif, qui lui verrait échapper sa création non seulement au profit d'une spécialité concurrente mais encore sous l'influence d'un rival? Le vif désarroi qu'il éprouve est attesté par deux proches de Paul Langevin. Son fils Jean lui écrit :

Thibaud préfère retourner à Lyon : il a été, paraît-il horrifié à l'idée que Trillat pourrait y prendre sa succession²³.

René Lucas confirme avec surprise les raisons du retrait de Thibaud tout en pronostiquant une élection en faveur d'un candidat encore moins désirable, double sentiment qu'il exprime par une ponctuation exclamative :

Thibaud qui avait été nommé contre Francis à la Chaire de Chimie Physique a fait un coup de tête en se retirant. Il ne pouvait supporter l'idée que Trillat prendrait sa place à Lyon! Aussi la question est-elle à nouveau posée mais l'on voit surgir les candidatures de Dunoyer! et de Trillat contre Francis. Je crains fort la nomination de Dunoyer qui est aussi qualifié pour ce poste que moi pour enseigner la théologie²⁴.

Royaliste et militant d'extrême droite de longue date, Louis Dunoyer (1880-1963) est un pétainiste déclaré. C'est aussi le genre du mathématicien

22. Joliot et Trillat y ont été major de promotion la même année, en 1923, respectivement en physique et en chimie.

23. Lettre de Jean Langevin à Paul Langevin, 12 juillet [1941]. Fonds Langevin, EPCI, L049/054 (le fonds Langevin est accessible sur le site de la bibliothèque numérique de l'université Paris Sciences & Lettres : <https://bibnum.explore.psl.eu/psl/page/accueil>).

24. Lettre de René Lucas à Paul Langevin, 12 juillet 1941. Fonds Langevin, EPCI, L052/101.

Émile Picard (1856-1941), secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences depuis 1917, antidreyfusard et membre de la Ligue de la patrie française, qui se montre favorable à une collaboration scientifique avec l'occupant [Audin 2009, 48, note 78], [Eckes 2021, 11]. Pour préserver son héritage sinon son influence au sein de l'IPA, Thibaud laisse ainsi le champ libre à Paris à un membre du milieu qui l'a soutenu. Un autre élément a pu jouer un rôle déterminant dans ce comportement inattendu. Selon une rumeur rapportée par Havas, l'opportunisme de Thibaud aurait suscité une réaction de rejet de la part des étudiants de la Sorbonne :

As we learned later through the grapevine, Thibaud was treated with such open hostility by the students in Paris for having made use of a vacancy created because of German intervention that he resigned after a few months [...]. [Havas 1995, 30]

Il n'en suit pas moins de près la procédure de recrutement en sollicitant le recteur de l'université de Paris, Charles Maurain (1871-1967), qui lui apprend que le poste a été attribué à Dunoyer par 17 voix, contre 11 à Francis Perrin et 1 à Trillat²⁵. L'élection est interprétée par Lucas comme un geste politique :

Vous avez appris par Francis les nouvelles de la Sorbonne où se trouvent associés la réaction et un esprit de clan des éléments les plus médiocres de l'École normale. La nomination de Dunoyer atteint sérieusement la faculté à bien des points de vue²⁶.

L'abandon par Thibaud de la chaire de Perrin ne marque cependant pas la fin de ses ambitions parisiennes, puisqu'il sollicite dès le mois d'août l'administrateur du Collège de France, Edmond Faral (1882-1958), à propos du remplacement de Langevin :

Je viens vous demander d'être assez aimable pour me fournir le renseignement suivant : je désire savoir, pour une candidature éventuelle, si la Chaire de Physique Expérimentale du Collège de France (dernier titulaire Monsieur P. Langevin) sera déclarée vacante et, dans l'affirmative, vers quelle date vous pensez que la déclaration de vacance puisse être faite.

Je vous remercie s'il vous est possible de m'en informer à l'avance²⁷.

La levée de la suspension des élections au Collège de France ayant rencontré des oppositions dans certains cercles vichystes [Carcopino 1953, 336-342], ce

25. Télégramme téléphoné, 22 juillet [1941]. Dossier Thibaud, Archives UPMC - 64W 1840.

26. Lettre de René Lucas à Paul Langevin, 30 juillet 1941. Fonds Langevin, EPCI, L049/118.

27. Carte postale interzone de Jean Thibaud à Edmond Faral, 30 août 1941, Archives du Collège de France, B-II-Physique-c-11. Jean-Jacques Trillat avait entamé la même démarche quelques mois auparavant.

n'est qu'en novembre que la reconduction de la chaire est examinée avec le soutien par Joliot de la candidature de Maurice de Broglie, qui est finalement élu au tout début de l'année 1942 à la succession de Langevin²⁸.

4 Nommé à la direction à l'EPCI

C'est dans un autre registre que celui de la recherche et de l'enseignement que le comportement de Thibaud pendant l'Occupation va acter une nouvelle bifurcation dans sa trajectoire académique. Elle implique à nouveau Langevin, mais à un poste de directeur d'établissement cette fois-ci, celui de l'École municipale de physique et de chimie industrielles de la ville de Paris (EPCI). Fondée en 1882, l'EPCI se démarque des autres institutions d'enseignement supérieur en France. Considérée d'abord comme une école professionnelle, elle se caractérise par une interaction forte entre milieu scientifique et monde industriel. L'innovation technique et la recherche d'applications y sont encouragées. Sous l'impulsion de Langevin, qui dirige l'établissement depuis 1926, un enseignement théorique de haut niveau est introduit et l'EPCI devient alors aussi un lieu de formation pour la recherche en physique expérimentale par où passe Joliot, tout comme Trillat avant qu'il ne rejoigne le laboratoire de Maurice de Broglie. D'un point de vue administratif, l'établissement se distingue également par son statut municipal. La nomination de son directeur n'est en principe faite par le ministre de l'Éducation nationale que sur proposition d'une commission mixte composée de représentants de la ville de Paris et de la faculté des sciences, et seulement après double avis du conseil d'administration de l'École et du conseil de la faculté des sciences²⁹. En 1941 cependant, suite à la révocation de Langevin, l'EPCI passe sous la seule autorité du préfet de la Seine, Charles Paul Magny (1884-1945), chargé par le ministre de désigner un nouveau directeur. Avant même son annonce officielle, l'information de la nomination de Thibaud filtre en septembre jusqu'à André Debiegne, qui assure l'intérim et tient informé Langevin :

J'ai appris de source indirecte mais tout à fait sûre que le préfet a pris la décision de nommer Thibaud à la direction de l'École. Je n'ai pas encore connaissance de la nomination officielle. Ma candidature n'a pas été prise en considération, cela ne m'étonne pas, mais j'espérais qu'elle retarderait peut-être la

28. Assemblée [des professeurs] du 16 novembre 1941, Archives du Collège de France, B-II-Physique-c-4 ; Rapport de Joliot sur la candidature de Maurice de Broglie, Assemblée des professeurs du 4 janvier 1942, Archives du Collège de France, B-II-Physique-c-6.

29. La procédure est rappelée et explicitée dans une note adressée au ministre par ses services le 14 janvier 1943. Dossier Questions et affaires pendantes, École de physique et chimie de Paris (démission de M. Thibaud), 1942-1943, Archives nationales. Sur l'histoire de l'EPCI, voir [Biquard 1982].

décision définitive. [...] Toutes les décisions sont prises par le préfet et pour le choix des personnes j'ai l'impression que l'influence de L. de B. est très grande³⁰.

On peut raisonnablement penser que les initiales « L. de B. » désignent Louis de Broglie, qui aurait donc pesé de façon déterminante dans la nomination de Thibaud. Comme Dunoyer, il figure en effet comme membre du Conseil national créé le 22 janvier 1941 par le gouvernement de Vichy pour assister le pouvoir dans sa réforme de l'État [Cointet-Labrousse 1989]. Il a donc toute légitimité pour conseiller l'administration préfectorale. À nouveau adoubé par les milieux scientifiques vichystes, Thibaud succède ainsi à un savant prestigieux à la direction d'une école singulière dans le paysage de l'enseignement et de la recherche en France, position qui atteste, à défaut de la reconnaissance académique associée à un poste à la Sorbonne ou au Collège de France attribué par des pairs, de ses aptitudes en tant que chercheur et ingénieur à administrer une institution renommée. Les trois années qu'il passe à la tête de l'EPCI révèlent aussi sa capacité d'accommodation au pouvoir qui l'a nommé, et qu'il faut tenter de caractériser.

Dès son arrivée à l'EPCI, Thibaud rencontre l'Association amicale des anciens élèves, une structure qui joue un rôle important dans la vie de l'École, notamment dans la définition de ses orientations et de ses missions. Deux entrevues ont lieu dans le bureau directorial le 13 novembre 1941 et le 11 février 1942. Elles sont rapportées dans le *Bulletin* de l'Association, qui offre ainsi à Thibaud une tribune pour exprimer sa vision des enjeux liés à la formation d'une élite scientifique et industrielle dans un contexte international incertain :

But de l'enseignement. – Reprenant le thème du début de la première réunion, M. le Professeur J. THIBAUD indique que nous devons nous assigner comme but de préparer des cadres, de jeunes chefs d'industrie suffisamment armés pour s'adapter et réussir dans un statut économique que nous ignorons encore et dont l'activité aura peut-être à dépasser les limites de notre pays et même celles de son Empire.

Nous ne devons plus voir notre industrie distancée se contenter de l'exploitation de licences étrangères et nos laboratoires industriels doivent devenir égaux de ceux qu'on admire ailleurs³¹.

Au-delà de la référence à l'intérêt national, le propos résonne singulièrement avec la collaboration économique assumée par Vichy au même moment. De février à octobre 1941 se tient ainsi à Paris un salon technique et industriel allemand destiné à séduire les entreprises françaises, tandis qu'est mis en

30. Lettre d'André Debiegne à Paul Langevin, 14 septembre 1941, Fonds Langevin, EPCI, L052/099.

31. *Bulletin l'Association amicale des anciens élèves de l'École de physique et de chimie industrielles de la ville de Paris* – Communication, juillet 1942, 6–9.

place en septembre de la même année un Comité de collaboration économique européenne, qui organise tout au long de l'année 1942 des rencontres entre les chefs d'industrie des deux pays [Fontaine & Peschanski 2014, 68–69, 140–143, 148–149]. De façon plus tangible, Thibaud figure sur une liste d'une soixantaine d'universitaires pressentis pour constituer un Comité culturel franco-européen³², une initiative lancée par le ministre de l'Éducation Abel Bonnard (1883-1968) et destinée à promouvoir les relations et les échanges universitaires entre la France et l'Allemagne [Burrin 1995, 356–358]. Même si on ignore s'il a effectivement été sollicité, ce document permet de le compter parmi les scientifiques jugés compatibles avec les projets du régime de Vichy, le nom de Thibaud côtoyant ceux de Louis de Broglie, Eugène Darmois, Louis Dunoyer, ou encore de Georges Claude quant à lui résolument engagé dans la collaboration³³.

Dans le même temps, l'arrivée de Thibaud à la tête de l'EPCI suscite la méfiance sinon l'hostilité des membres de l'équipe pédagogique restés fidèles à Langevin, à commencer par le directeur des études, René Lucas. Ce dernier rapporte une prise de contact distante et circonspecte avec Thibaud, dont il cherche à neutraliser la capacité de nuisance :

J'ai eu une conversation avec Thibaud lequel m'a demandé : « Vous êtes candidat pour la Direction des Études ? » Ne voulant pas solliciter un appui quelconque de lui, je lui ai répondu que je n'avais rien demandé, et que M. Debierne m'avait désigné comme pouvant tenir le rôle. Un peu déçu de cette réponse il me demanda ma conception de cette fonction.

C'est ainsi que je lui récitai les statuts suivant lesquels le Directeur s'occupe des questions administratives et le Directeur des Études... des études proprement dites. J'ai l'impression que cette conception ne l'a pas enthousiasmé mais je crois tout à fait nécessaire de faire écran électrostatique afin d'abolir les influences³⁴.

Un fait révèle une réaction de rejet plus franche en associant directement le nom de Thibaud à l'occupant. Au printemps 1942 paraît la seconde édition de *Vie et transmutation des atomes*³⁵, où l'auteur affiche en couverture sa double casquette de « Directeur de l'École de physique et chimie de Paris et de

32. Papiers provenant du cabinet d'Abel Bonnard, 1942-1944, Dossier Comité franco-européen, Archives nationales, F/17/13359. Nous remercions Christophe Eckes de nous avoir informés de l'existence de ce document et de nous en avoir communiqué le contenu.

33. Sur ce cas extrême, voir [Chevassus-au-Louis 2004, 225–235] et [Singer 2006, 294–296].

34. Lettre de René Lucas à Paul Langevin, 4 novembre 1941. Fonds Langevin, EPCI, L050/010.

35. Un compte rendu précise que la première édition remontant à 1937 avait été écoulee à 15 000 exemplaires, constituant un véritable succès de librairie pour ce type d'ouvrages (*Le Journal*, 23 juin 1942).

l'Institut de physique atomique ». Il participe à cette occasion à une émission hebdomadaire intitulée « Le mouvement scientifique français », animée par l'ingénieur chimiste et préparateur à la Sorbonne Albert Ranc (1883-1952), et diffusée le 17 juillet sur Radio-Paris (*Les Ondes : l'hebdomadaire de la radio*, 12 juillet 1942). Créée par la propagande allemande, la station radiophonique promeut la collaboration en mêlant actualités générales et actualités politiques [Fontaine & Peschanski 2014, 208–209]. *L'Université libre*, organe clandestin de la résistance universitaire, relate que l'opération d'autopromotion prévue pour être retransmise dans les murs mêmes de l'EPCI a été réduite au silence :

Monsieur Jean THIBAUT [*sic*] qui a pris la place du grand LANGEVIN à l'École de Physique et Chimie de la Ville de Paris avait organisé il y a 15 jours environ une conférence diffusée par Radio-Paris sur l'École de Physique et Chimie et son NOUVEAU DIRECTEUR. Il devait y avoir un éloge monstre du Sieur THIBAUT par les copains de « Radio-Allemagne » et les élèves de l'École avaient eu l'ordre de venir dans la cour de l'École à 16 heures pour entendre l'émission, mais un habile sabotage n'a pas permis la réalisation de ce projet grandiose. [*L'Université libre*, n° 65, 1^{er} août 1942, 2]

Un autre témoignage, plus compromettant, touche au travail détaché en Allemagne mis en place par le second gouvernement Laval dès l'été 1942 sous le nom de « Relève », avant donc qu'il ne prenne une forme obligatoire [Arnaud 2010], [Fontaine & Peschanski 2014, 144–145, 182–183, 220–223]. Un ancien élève de l'EPCI affirme que Thibaud a incité les majors de promotion dont il était à se porter volontaires³⁶, suggérant ainsi un consentement actif à la politique de collaboration de Vichy. À l'automne 1942, une mise en cause par *L'Université libre* évoque quant à elle une menace d'épuration au sein d'une École restée fidèle à son ancien directeur en exil :

Monsieur Jean THIBAUT [*sic*], Directeur de l'École de Physique et Chimie et Kollaborateur de première grandeur désire procéder prochainement à des opérations de « nettoyage » envers les personnes qui ont été en bons rapports avec « l'ancien » Directeur (Paul LANGEVIN). On se demande qui pourra bien rester à l'École après cela. [*L'Université libre*, n° 71, 22 octobre 1942, 4]

À cette date, l'étiquette de collaborateur se trouve donc bien installée. La dégradation des relations entre Thibaud et les membres de son établissement a aussi pu trouver un aliment dans le jeu de chaises musicales des chaires de physique de la Sorbonne. À la fin de l'année 1942, Lucas est en effet élu sur l'une des deux maîtrises de conférences dédiées à la préparation au Certificat d'études physiques, chimiques et biologiques (PCB) à la faculté des sciences

36. Entretien téléphonique avec Jean-Pierre Ehmichen (promotion 1942), 25 juillet 2016.

de Paris. Joliot souligne auprès de Langevin l'affront pour Thibaud également candidat :

René Lucas vient d'être élu Maître de Conférences en PCB nous en sommes tous très contents. Thibaud qui se présentait aussi à eu un échec cuisant³⁷ !

Le revers coïncide avec la décision de Thibaud de céder enfin à l'injonction répétée, depuis la fin 1941, de choisir entre l'IPA et l'EPCI. Plusieurs missives de la direction de l'enseignement supérieur et du rectorat de l'académie Lyon le rappellent à l'ordre à ce propos entre mars et octobre 1942, sans succès³⁸. Ce dernier élément nous renseigne sur un autre mobile possible de son action pendant l'Occupation : l'intérêt matériel. Le contentieux remonte jusqu'au chef du cabinet civil du maréchal Pétain en novembre 1942, André Lavagne (1913-2014) faisant alors état d'échos convergents selon lesquels Thibaud « cumule deux fonctions sans les exercer³⁹ ». Mis en demeure, ce dernier remet finalement sa démission de la tête l'EPCI, mais en demandant en compensation à être désigné directeur de recherche par le CNRS du fait de la gestion d'un centre de recherches expérimentales comparable selon lui au « travail d'un chef d'industrie⁴⁰ ». Il suggère en outre de nommer à sa succession Trillat⁴¹, alors détaché au ministère de la Production industrielle où s'élabore à la même époque le projet de transformer l'EPCI en École supérieure de chimie. Les services du ministère de l'Éducation nationale interprètent l'entreprise comme une mainmise de l'École polytechnique sur l'EPCI et relaient l'hostilité de « beaucoup de membres de l'Enseignement et d'industriels », qui s'alarment de ce passage « dans l'orbite polytechnicienne »

37. Lettre de Frédéric Joliot à Paul Langevin, 28 décembre 1942, Fonds Langevin, EPCI, L075/026 (L073/04 pour une photocopie). Michel Pinault interprète l'événement comme une évolution des milieux universitaires, de plus en plus hostiles aux individus assimilés à la collaboration [Pinault 1999, 388]. En 1944, à la veille de la libération de Paris, Thibaud sollicitera encore une maîtrise de conférences PCB à la Sorbonne, candidature avortant cependant à son initiative.

38. Dossier administratif de Jean Thibaud, Archives de l'université Claude Bernard Lyon 1.

39. Lettre d'André Lavagne au cabinet du secrétaire d'État à l'Éducation nationale, 4 novembre 1942. Dossier Questions et affaires pendantes, École de physique et chimie de Paris (démission de M. Thibaud), 1942-1943, Archives nationales, 652AP/9. Lavagne, maître des requêtes au Conseil d'État, est alors en service extraordinaire auprès du cabinet civil du chef de l'État, instance centrale dans le mécanisme décisionnel du régime de Vichy au moins jusqu'en avril 1942, date du retour de Laval [Cotillon 2009].

40. Lettre de Jean Thibaud à Abel Bonnard, 12 janvier 1943. Dossier Questions et affaires pendantes, École de physique et chimie de Paris (démission de M. Thibaud), 1942-1943, Archives nationales, 652AP/9.

41. Ou bien René Lucas, d'après une note de service du ministère datée du 14 janvier [1943]. Dossier Questions et affaires pendantes, École de physique et chimie de Paris (démission de M. Thibaud), 1942-1943, Archives nationales, 652AP/9.

jugé dangereux sinon désastreux⁴². C'est sans doute pour cette raison que Bonnard entérine au milieu de l'année 1943 la situation initiale⁴³ : Thibaud conservera son poste de professeur à la faculté des sciences de Lyon et la direction de l'EPCI jusqu'à la Libération.

5 Une épuration sans conséquence

Comme environ 170 universitaires inquiétés à la Libération, Thibaud est soumis en septembre 1944 à une procédure d'épuration administrative, qui ne touche qu'à la carrière professionnelle. Des Conseils académiques d'enquête (CAE) locaux sont chargés d'instruire les dossiers en rassemblant les témoignages à charge et décharge, et en auditionnant les fonctionnaires incriminés. Leurs rapports sont transmis à un Comité supérieur d'enquête (CSE) à Paris, ce dernier proposant une éventuelle sanction alors prononcée par le ministre [Rouquet 2010, 48–52]. Nous n'avons pas pu retrouver le dossier d'épuration de Thibaud, qui fait partie d'une trentaine d'universitaires suspendus mais finalement non sanctionnés, partageant ainsi le destin de Louis de Broglie [Singer 1997, 236–237]. Le CAE de Lyon n'a en effet retenu ni même enregistré aucune plainte contre lui et le ministère le réintègre au sein de l'université au bout de six mois :

Je vous prie de vouloir bien confirmer à M. THIBAUD Jean, professeur à la faculté des sciences de l'université de Lyon, qu'au cours de la procédure d'enquête dont il a été l'objet, aucun grief, ni aucune accusation n'ont été formulées [*sic*] contre lui devant les Conseils d'enquête compétents.

En conséquence, j'ai rétabli M. THIBAUD dans ses fonctions par arrêté du 18 avril 1945⁴⁴.

À titre de comparaison, d'autres physiciens sont frappés plus ou moins durement par l'épuration administrative, en particulier Louis Dunoyer et Eugène Darmois. À l'égal de Thibaud, ils ont été désignés comme « collaborateurs » par *L'Université libre*. Surtout, et contrairement à lui, leurs noms figurent sur une liste de 12 « traîtres » diffusée en juillet 1943 par le Front national universitaire⁴⁵. Dunoyer, qui avait succédé à Thibaud à la Sorbonne

42. Note sur l'École de physique et chimie de Paris, sans date [après le 31 décembre 1942]. Dossier Questions et affaires pendantes, École de physique et chimie de Paris (démission de M. Thibaud), 1942-1943, Archives nationales, 652AP/9.

43. Dossier administratif de Jean Thibaud, Archives de l'université Claude Bernard Lyon 1.

44. Lettre du ministre de l'Éducation nationale, René Capitant, au recteur de l'Académie de Lyon, R. Douin, 25 mai 1945. Dossier administratif de Jean Thibaud, Archives de l'université Claude Bernard Lyon 1.

45. Une version anonymisée de ce document est reproduite dans [Rouquet 1993, 286], avec les seules initiales des personnes désignées. La liste explicite figure dans le dossier d'épuration d'Eugène Darmois.

en 1941, voit sa nomination annulée. Il est en outre rétrogradé au rang de maître de conférences et admis à la retraite à compter du 31 janvier 1945, à l'âge de 65 ans, seule sanction réellement sévère mais qui sera différée jusqu'en 1948 [Singer 1997, 197–199, 204, 287]⁴⁶. Façon symbolique de marquer une condamnation morale, Darmois essuie quant à lui un blâme pour avoir imprudemment contribué à l'exposition *La France européenne* organisée par l'occupant, d'autres chefs d'accusation ayant été écartés. Il est réintégré dès le 23 novembre 1944 et il poursuit sa carrière jusqu'en 1957, date à laquelle, âgé de 73 ans, il obtient le statut de professeur honoraire⁴⁷. Dernier exemple, même compromis dans la presse collaborationniste, Augustin Boutaric (1885-1949), professeur de physique à la faculté des sciences de Dijon, est mis hors de cause pour services rendus à la nation par ses recherches [Singer 1997, 284–285]. Au total, seuls cinq physiciens et chimistes semblent avoir été sanctionnés à l'issue d'une procédure d'épuration administrative [Singer 1997, 297]⁴⁸.

Comme d'autres domaines, le champ de la physique se caractérise donc par une réelle continuité entre la période de l'Occupation et l'immédiat après-guerre. Selon le constat établi par Claude Singer, « l'université de 1945 fonctionne avec un corps enseignant qui, dans l'ensemble, ressemble beaucoup à celui de 1938 » [Singer 1997, 363]⁴⁹. Concernant Thibaud, l'absence de traces de plaintes, qui, au vu des éléments que nous avons relevés, auraient pu venir des milieux scientifiques proches de Langevin et de Perrin, aplanit totalement la transition entre ses activités à Paris sous le régime de Vichy et celles qu'il poursuit à Lyon après la Libération. Pour expliquer ce silence ou cette retenue, il nous semble qu'une raison spécifique a pu jouer en sa faveur, liée à la nature même du domaine de la physique dans lequel il exerce. L'hypothèse que nous proposons est que, dans la période critique de l'après-guerre et de la reconstruction, il ne fallait pas chercher outre mesure à mettre en cause un chercheur dont les compétences étaient précieuses dans un secteur particulièrement stratégique, celui du nucléaire civil et militaire. Indépendamment des universités, une nouvelle politique de la recherche émerge en effet à la Libération, à travers notamment la création d'une dizaine d'organismes de recherche, comme le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), ou encore la refondation du CNRS. Si les universitaires y pèsent de tout leur poids académique, ces institutions s'inscrivent dans une logique de grands programmes alliant science, État et industrie, au service d'une planification

46. Dunoyer essaiera d'obtenir, sans succès, la révision de son dossier en 1953, date à laquelle prend effet l'amnistie des faits de collaboration.

47. Darmois entre à l'Académie des sciences en 1951 et devient membre du comité d'action scientifique de la Défense nationale en 1957.

48. On pourrait ajouter le nom déjà évoqué de l'inventeur Georges Claude, en marge du monde universitaire (bien qu'admis dans la section des sciences appliquées à l'industrie de l'Académie des sciences en 1924, dont il est exclu en 1944), condamné à la réclusion à perpétuité (abrégée à quatre ans) dans le cadre de l'épuration judiciaire.

49. Précisons que les quelque 200 universitaires écartés par Vichy ont été réintégré à la Libération [Singer 1997, 132–147].

économique et sociale. Leurs principaux animateurs, issus de la génération des scientifiques nés autour de 1900, prolongent l'idéal de progrès scientifique et humain porté par le groupe Langevin-Perrin avant-guerre [Verschuere 2017, 86–95]. Sans être sollicité directement pour réorganiser le système de recherche français, Thibaud est reconnu comme un savant atomiste devant jouer un rôle dans le redressement national.

De fait, dès 1945, Thibaud obtient du CNRS une dotation de 100 000 francs destinée à la reconstruction de l'IPA, très touché par les bombardements lors de la libération de Lyon⁵⁰. Dans l'immédiat après-guerre, il est une des voix qui comptent pour expliquer les enjeux de l'atome auprès du grand public. Les journaux se font l'écho de ses déclarations à propos de l'irruption de la bombe atomique sur les théâtres de guerre (*Le Monde*, 12–13 août 1945), ou encore quant à la création du CEA (*Combat*, 20 octobre 1945) dirigé par Joliot⁵¹. Il obtient de ce dernier en mars 1947 de nouveaux crédits pour relancer la recherche en physique nucléaire à Lyon [Belot 2015, 165–166]. Il négocie avec l'armée de terre des contrats d'étude qui débouchent au milieu des années 1950 sur la création d'une formation d'ingénieurs militaires à Lyon⁵².

Au tout début de l'année 1951 cependant, ses relations avec Joliot se détériorent lorsqu'une querelle de priorité l'oppose à deux élèves de l'ancien haut-commissaire tout récemment écarté de la direction du CEA. L'affaire réveille les rancunes scientifiques mais aussi politiques qu'il a gardées vis-à-vis de ce dernier [Bellanca-Penel 2016, 295–315]. Interpellant officiellement Louis de Broglie, il rapproche même l'accusation de plagiat qui pèse sur lui et la procédure d'épuration à laquelle tous deux ont échappé :

Je me refuse à penser que les secrétaires perpétuels de l'Académie des sciences puissent accepter d'apporter leur concours, même involontairement, à une opération de nature à la fois politique et communiste, encore moins de se trouver associés à l'assouvissement de rancunes d'une équipe remerciée par le gouvernement à la tête du Commissariat à l'énergie atomique.

Je m'y refuse avec d'autant plus de confiance que le caractère de ces manœuvres vous est connu de longue date : le nom de l'un d'entre vous ne se trouvait-il pas en septembre 1944 sur la même liste que le mien, je crois, parmi ceux des membres de l'Enseignement supérieur suspendus de leurs fonctions ? Je sais

50. Sur la longue reconstruction de l'IPA après-guerre, voir les documents publiés par Bruyère & Régnier-Roux [2021].

51. Tout en agitant le spectre d'une destruction universelle liée à l'usage militaire de l'atome, Thibaud fait partie de ceux qui répandent, avec Louis de Broglie et Joliot, la vision d'une énergie nucléaire libératrice pour l'humanité [Pace 1991], [Belot 2015, 95–115].

52. Ces enseignements ne répondront pas aux attentes du Commandement des armes spéciales en charge du développement de la bombe atomique [Lautesse, Tuillon *et al.* 2020, 76–81].

bien que, dans un cas comme dans l'autre, on nous a dit, par la suite, qu'il y avait eu erreur⁵³...

Du point de vue rétrospectif de Thibaud, la suspension qui l'a frappé trahirait un esprit de pure intrigue politique. Habituellement discret sur ses propres affinités idéologiques, il s'affiche à la même époque avec le Congrès pour la liberté de la culture, une association anticommuniste dont l'un des buts est de contrer l'influence d'intellectuels comme Joliot [Belot 2015, 221–222].

6 Conclusion

À l'issue de cette étude de cas, il nous semble que la carrière de Jean Thibaud durant l'Occupation est un point d'entrée pour mieux comprendre comment les physiciens se sont alors « accommodés » des soubresauts de l'histoire. Thibaud poursuit une double activité entre une région nord siège de l'administration militaire allemande et une région sud depuis laquelle le régime Vichy exerce sa souveraineté sur l'ensemble du territoire et les colonies⁵⁴. En province, il conserve la direction de l'IPA de Lyon. À Paris, il ambitionne les chaires de la Sorbonne et du Collège de France libérées par l'éviction de Perrin et Langevin. Nommé sur la première au début de l'année 1941 grâce au soutien d'Eugène Darmois, il laisse la place à Louis Dunoyer quelques mois plus tard. La seconde lui échappe l'année suivante au profit de Maurice de Broglie. Sur la recommandation probable de Louis de Broglie, il est entretemps nommé directeur de l'EPCI. L'établissement est moins prestigieux que les institutions universitaires parisiennes, mais profondément lié à Langevin.

En ces temps incertains, les institutions universitaires cherchent d'abord à préserver leur existence et leur autonomie vis-à-vis de la puissance occupante⁵⁵. Les nominations en remplacement des deux figures tutélaires de la physique française en rupture de ban avec le nouveau régime, car marquées par leur engagement avec le Front populaire, bénéficient jusqu'en 1942 aux milieux les plus conservateurs. Ces derniers apparaissent les plus proches de Vichy, que ce soit par leur intégration dans le Conseil national (Louis de Broglie et Louis

53. Lettre de Jean Thibaud à Louis de Broglie et R. Courrier, 27 décembre 1951, pochette de séance du 22-1-1951, Affaire Thibaut [*sic*] / Charpak, Suzor (1950-51), Archives de l'Académie des sciences.

54. L'Alsace et la Moselle sont cependant annexées de fait. L'occupant utilise cette frontière intérieure pour faire pression sur l'État français jusqu'en novembre 1942 [Alary 2003, 219–252], date à laquelle il envahit la zone sud pour faire face au débarquement allié en Afrique du Nord.

55. Les autorités allemandes s'intéressent moins à la recherche scientifique française qu'au pedigree et à l'orientation politique de ceux qui la mènent, et se préoccupent d'abord que l'ordre soit maintenu au sein de l'université. Elles interviennent très peu dans les recrutements, tout en approchant les partisans de Vichy favorables à la collaboration scientifique et industrielle [Chevassus-au-Louis 2004, 46–52], comme l'illustre le cas d'espèce du mathématicien Gaston Julia (1893-1978) [Eckes 2021].

Dunoyer) ou encore par leur non prise de position en faveur de collègues juifs écartés (Eugène Darmois).

Sans s'impliquer lui-même directement, Thibaud exploite ses amitiés vichystes qui coïncident, pour une bonne part, avec celles nouées avant-guerre dans l'entourage du laboratoire de Maurice de Broglie. De ce point de vue, son itinéraire sous l'Occupation illustre l'adaptation du milieu des physiciens aux contraintes comme aux opportunités nées de la création de l'État français, dont l'idéologie croise les valeurs traditionnelles du cercle aristocratique des de Broglie. Placé au bon endroit et au bon moment, Thibaud joue de son entree pour arriver à ses fins : occuper à Paris les positions pouvant faire de lui une personnalité qui compte dans le domaine de la physique atomique et dans celui de la formation des ingénieurs.

Dès lors, si l'on reprend les catégories proposées par Philippe Burrin, c'est une accommodation d'opportunité plus qu'une accommodation politique qui nous semble caractériser le mieux l'attitude de Thibaud durant l'Occupation. Son esprit d'à-propos semble obéir davantage à des calculs prosaïques qu'à des considérations idéologiques. Le cumul d'activités entre Lyon et Paris révèle que l'intérêt matériel et le goût du pouvoir constituent les moteurs principaux de son action. Un autre ressort intime conditionne probablement tout autant le comportement de Thibaud. En brigant ou en acceptant des positions autrefois occupées par Perrin et Langevin, il prend à cette occasion une revanche décomplexée sur une partie de l'élite de la physique française des années 1930. Facteurs personnels et sensibilité politique convergent lorsqu'il trouve dans son milieu d'origine des alliés enclins à s'adapter au nouveau régime.

Il reste difficile de qualifier en termes d'adhésion les motivations de Thibaud, que ce soit au pétainisme (ce que l'on trouve chez un Louis Dunoyer) ou à une collaboration idéologique avec l'occupant (comme celle d'un Georges Claude). Son attitude n'est pourtant pas dépourvue d'ambiguïté quant à l'acceptation d'une collaboration scientifique et industrielle franco-allemande. La notion d'accommodation trouve peut-être ici ses limites en ce qu'elle tend, paradoxalement, à uniformiser plutôt qu'à affiner l'analyse des comportements. Thibaud suit son intérêt particulier, quitte à complaire à une faction politique dont il se fait ainsi le complice. La singularité de son parcours avant-guerre, de sa situation académique au moment de la défaite, de sa personnalité carriériste enfin, le font glisser dans une forme de compromission mal définie. De micro-événements en réactions au jour le jour, la logique individuelle qui l'anime révèle peu de son propre système de valeurs. Seules ses publications dans le domaine de la vulgarisation dévoilent une vision technocratique d'inspiration libérale, à l'opposé donc des idéaux socialistes des Perrin, Langevin et Joliot. En 1950, lorsque ce dernier est écarté de la tête du CEA du fait de son engagement communiste, son nom circule pour lui succéder car « Jean Thibaud passe plutôt pour un homme de droite⁵⁶ ». Durant l'Occupation cependant,

56. « Pour remplacer Joliot l'atomique Zoé hésite entre six prétendants », titre l'hebdomadaire satirique *La Presse* (16–22 avril 1950). Les autres candidats putatifs

l'ambition de Thibaud se déploie dans une zone grise s'accommodant d'un régime politique autoritaire.

Remerciements

Les auteurs remercient les deux rapporteur.e.s dont les commentaires et informations ont permis d'enrichir substantiellement le contenu et la portée de cet article, ainsi que d'en affiner les analyses et les interprétations.

Le professeur Thibaud nous parle des atomes

Dans cet étonnant **Palais de la Découverte** où, deux jours auparavant, André Gide et moi passions tout un après-midi, ne cessant de nous émerveiller devant tant de merveilles, j'ai fait la connaissance d'un physicien qu'à l'époque de l'Inquisition, Torquemada eût assurément livré aux flammes. Le Professeur Jean Thibaud qui vient de publier chez Albin Michel un admirable livre, **Vie et Transmutations des Atomes**, est le disciple et l'ami du duc de Broglie, avec lequel il a, de longues années, travaillé en parfaite communion d'esprit. Il est, selon l'expression du Professeur A. Boutaric dans une remarquable étude consacrée aux recherches en physique atomique, « parmi les physiciens les plus en vue de l'époque présente ». Professeur à la Faculté des Sciences de Lyon et directeur, en cette même ville, de l'Institut de Physique Atomique qu'il a fondé, M. Jean Thibaud est, à l'heure actuelle, entouré d'une douzaine de jeunes collaborateurs qui font des thèses, des recherches, s'occupent des problèmes et des études de toutes les radiations : rayons X, radiations de désintégration des atomes, c'est-à-dire l'électron positif, les neutrons, les particules alpha les rayons gamma, etc...

Le Professeur Thibaud m'entretient dès l'abord, et avec passion, de son Institut :

— Certes, j'ai été secondé par l'esprit lyonnais, par cet esprit toujours disposé à seconder les réalisateurs et je puis dire que j'ai été prodigieusement aidé et que notre jeune Institut de Physique Atomique a pu se développer normalement, bien que fondé en pleine crise. Il y aura bientôt plus de deux ans et demi que nos laboratoires occupent un bâtiment spécial, édifié à côté de la Faculté des Sciences. Nous avons essayé de faire œuvre de décentralisation, et Lyon s'y prête fort bien. Laissez-moi vous dire tous les encouragements reçus de notre regretté doyen, le Professeur Gignaud, prix Nobel de Chimie.

— Votre livre, Monsieur le Professeur, est remarquablement présenté et doit, en dépit de la difficulté du sujet, trouver une large audience ?

— J'ai travaillé à ce livre en me plaçant d'un point de vue spécial. Certes, il y a déjà beaucoup d'ouvrages de vulgarisation, faits par des gens éminemment qualifiés.

— Il y en a peut-être même trop ?

Le Professeur Thibaud sourit sans vouloir relever ma remarque, et poursuit :

— J'ai essayé d'illustrer mon livre de la façon la plus concrète qui soit et tenté de rester sans cesse accessible à l'honnête homme, de lui mettre sous les yeux les documents mêmes du laboratoire en lui expliquant. La première réaction de toute personne qui prend contact avec nos recherches, c'est presque un sentiment de doute, c'est de nous dire : « Ces électrons, ces atomes dont vous nous décrivez les manifestations, ils ne tombent pas sous vos sens, vous ne les voyez pas ; c'est, en quelque sorte, du symbolisme... » Eh bien ! c'est là une erreur, car, présentement, l'expérimentation est arrivée à un tel degré de délicatesse qu'on peut photographier les trajectoires individuelles des projectiles résultant d'une explosion d'atomes. Ce sont de tels documents qui sont présentés dans cet ouvrage. En tant qu'expérimentateur, je ne veux pas qu'on puisse me faire le reproche de considérer dans l'atome uniquement un système d'équations, c'est pour nous au contraire un objet d'expérimentation extrêmement précis. Je souhaite que ce livre parvienne à convaincre le lecteur et, à ce propos, il

me faut reconnaître que la difficulté de reproduction de documents originaux aussi délicats dans un livre était considérable : mon éditeur s'en est tiré à mon entière satisfaction et je lui dois beaucoup.

« On peut travailler dans le domaine des atomes de deux façons différentes : a) on peut traiter l'atome par des procédés théoriques ; b) ou, au contraire, uniquement du point de vue expérimental, de façon concrète. Ces deux méthodes s'équilibrent mutuellement : chacune a ses infirmités et ses beautés. En bref, j'ai voulu rendre le « climat » d'un laboratoire de recherches atomiques et faire pénétrer le lecteur parmi nos appareils, dans nos occupations journalières.

« Mais laissez-nous vivre faire tout seul son chemin. Ce que je tiens à vous dire, c'est que je suis fier de l'état d'esprit de mes élèves et collaborateurs de recherches, de ces jeunes hommes qui



Jean Thibaud

sont proprement dépouillés, et que ni la cupidité ni l'esprit d'intrigue n'habitent ; je pense à leur dévouement envers leur science, à leur abnégation totale ; ils en ont compris la beauté. Cela me rend conscient davantage de mes devoirs vis-à-vis d'eux et je m'emploie, autant que je puis, à leur faciliter l'existence matérielle. Ils travaillent dans l'esprit que nous aimons, non pour monnayer des diplômes, mais par goût de la recherche. Nous formons une équipe fraternelle, et c'est l'esprit d'équipe qui domine dans notre laboratoire.

« Vous dirai-je aussi combien on nous aide ? Mon laboratoire ayant besoin de matériel moderne, mes collègues de la Faculté de Médecine ont bien voulu me réserver un service au centre anti-cancéreux de l'hôpital de Grange-Blanche, où nous avons monté des appareils d'extraction et de purification de l'émanation du radium. C'est l'agent énergétique initial qui nous sert pour nos transformations atomiques. Nous avons actuellement un gramme de radium en solution, ce qui nous place parmi les premiers laboratoires pour l'émanation du radium. »

— Je sais que l'étranger s'intéresse à vos recherches ?

— Il est vrai, j'ai été, il y a quelques mois, invité à Göttingen, en Allemagne, pour y parler de nos travaux les plus récents, particulièrement des recherches qui ont trait à l'annihilation de l'électron positif. J'ai vu là-bas des choses fort intéressantes : le régime actuel a certes découvert certains instituteurs de leurs chefs, et j'ose dire, mais la science allemande n'est point « une grande vieille chose morte » comme d'aucuns le disent à la légèreté. A Heildelberg, le Kaiser Wilhelm Institut m'a singulièrement impressionné, dont les laboratoires entièrement neufs sont dirigés par un des maîtres de la physique nucléaire actuelle, le Professeur Bothe.

Pierre de MASSOT.

FIGURE 1 : *Les Nouvelles littéraires, artistiques et scientifiques* (14 août 1937).

Pour remplacer Joliot l'atomique Zoé hésite entre six prétendants

« J'AMAIS un véritable savant progressiste ne donnera une parcelle de sa science pour faire la guerre à J'ETRES ».

Ces déclarations froissantes de Joliot-Curie, au Congrès national de Compiègne, ont ouvert de nouveaux horizons à nos regards. Les Femmes tolèrantes-elles plus longtemps que le maître de ses recherches atomiques se retirent d'un parti qui n'est plus leur parti ?

Que M. Joliot-Curie choisisse entre son parti et le parti communiste, tel est le dilemme. Et puisqu'il obtient à ne pas vouloir le trancher lui-même, le gouvernement devra le trancher à sa place.

Le successeur de Joliot-Curie va donc s'ouvrir. Des noms circulent, parmi lesquels le gouvernement aura à choisir un candidat qui ait le plus des titres scientifiques (ou indiscutables et une position politique moins marquée (ce n'est pas difficile) que celle du camarade savant Joliot-Curie.

Si nous parlons de cet un des prétendants :

Bernard GOLDSCHMIDT

Il est chef de Service de chimie inorganique au Commissariat à l'Énergie Atomique. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.

Il est marié et a deux enfants. Il est titulaire de la Légion d'Honneur. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.

Il est marié et a deux enfants. Il est titulaire de la Légion d'Honneur. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.

Il est marié et a deux enfants. Il est titulaire de la Légion d'Honneur. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.

Il est marié et a deux enfants. Il est titulaire de la Légion d'Honneur. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.

Il est marié et a deux enfants. Il est titulaire de la Légion d'Honneur. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.

Il est marié et a deux enfants. Il est titulaire de la Légion d'Honneur. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.



LOUIS DE BROGLIE

Il est marié et a deux enfants. Il est titulaire de la Légion d'Honneur. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.

Il est marié et a deux enfants. Il est titulaire de la Légion d'Honneur. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.

Il est marié et a deux enfants. Il est titulaire de la Légion d'Honneur. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.

Il est marié et a deux enfants. Il est titulaire de la Légion d'Honneur. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.

Louis LEPRINCE-RINGUET

Il est marié et a deux enfants. Il est titulaire de la Légion d'Honneur. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.

Il est marié et a deux enfants. Il est titulaire de la Légion d'Honneur. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.

Il est marié et a deux enfants. Il est titulaire de la Légion d'Honneur. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.

Il est marié et a deux enfants. Il est titulaire de la Légion d'Honneur. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.

KOWARSKI

Il est marié et a deux enfants. Il est titulaire de la Légion d'Honneur. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.

Il est marié et a deux enfants. Il est titulaire de la Légion d'Honneur. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.

Il est marié et a deux enfants. Il est titulaire de la Légion d'Honneur. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.

Il est marié et a deux enfants. Il est titulaire de la Légion d'Honneur. Il a été nommé par le Gouvernement le 1er octobre 1949.

FIGURE 2 : La Presse (16-22 avril 1950).

Bibliographie

- ALARY, Éric [2003], *La Ligne de démarcation, 1940-1944*, Paris : Perrin.
- ARNAUD, Patrice [2010], *Les STO, Histoire des Français requis en Allemagne nazie, 1942-1945*, Paris : CNRS Éditions.
- AUDIN, Michèle [2009], Publier sous l'Occupation I. Autour du cas de Jacques Feldbau et de l'Académie des sciences, *Revue d'histoire des mathématiques*, 15(1), 7–57, doi : 10.24033/rhm.149.
- BARRUCH, Marc Olivier [1997], *Servir l'État français, L'administration en France de 1940 à 1944*, Pour une histoire du xx^e siècle, Paris : Fayard.
- BELLANCA-PENEL, Pascal [2016], *Jean Thibaud, Trajectoires d'un physicien atomiste du xx^e siècle*, Thèse de doctorat, Université Claude-Bernard, Lyon 1.
- BELOT, Robert [2015], *L'Atome et la France, Aux origines de la technoscience française*, Paris : Odile Jacob.
- BENSAUDE-VINCENT, Bernadette [1987], *Langevin, 1872-1946, Science et vigilance*, Un savant, une époque, Paris : Belin.
- BIQUARD, Pierre [1982], *Du radium aux microprocesseurs : Histoires de l'École supérieure de physique et de chimie, 1882-1982*, Paris : Institut pour le développement de la science, l'éducation et la technologie.
- BRUYÈRE, Gérard & RÉGNIER-ROUX, Daniel [2021], Lyon, 1^{er} juin 1949 et octobre 1953 : rapports sur les dommages de guerre subis par le laboratoire de physique atomique du professeur Jean Thibaud (Archives départementales du Rhône et de la Métropole de Lyon, 392 W 14, *Revue d'histoire de Lyon*, 7(2), 311–342, numéro thématique : « Lyon, techniques curieuses, figures et sciences oubliées aux XIX^e et XX^e siècles »).
- BURRIN, Philippe [1995], *La France à l'heure allemande 1940-1944*, Points histoire, Paris : Éditions du Seuil.
- CARCOPINO, Jérôme [1953], *Souvenirs de sept ans, 1937-1944*, Paris : Flammarion.
- CHALUMEAU, Camille (éd.) [1936], *Célébration à Lyon du centenaire de la mort d'André-Marie-Ampère, 1836-1936, Compte rendu des Journées des 5, 6, 7 et 8 mars 1936*, Lyon : Imprimeries réunies, 2 volumes.
- CHEVASSUS-AU-LOUIS, Nicolas [2004], *Savants sous l'occupation, Enquête sur la vie scientifique française entre 1940 et 1944*, Science ouverte, Paris : Éditions du Seuil.

- COINTET-LABROUSSE, Michèle [1989], *Le Conseil national de Vichy, 1940-1944*, Paris : Aux Amateurs de livres.
- COTILLON, Jérôme [2009], Les entourages de Philippe Pétain, chef de l'État français, 1940-1942, *Histoire@Politique*, 8(2), 81, doi : 10.3917/hp.008.0081.
- DELIME, Hervé [2022], *Les Chercheurs français dans les projets Manhattan et Tube Alloys, 1939-1945*, Thèse de doctorat, Université de Strasbourg.
- DOS SANTOS FITAS, Augusto José & PASSOS VIDEIRA, António Augusto [2007], Guido Beck, Alexandre Proca, and the Oporto Theoretical Physics Seminar, *Physics in Perspective*, 9(1), 4–25, doi : 10.1007/s00016-006-0278-2.
- DUNKER, Tim [2022], Who discovered positron annihilation?, URL <https://arxiv.org/abs/1809.04815>.
- ECKES, Christophe [2021], Recenser des articles mathématiques pour l'occupant : une étude sur les comportements de mathématiciens français sollicités par les autorités d'occupation allemandes, *Revue d'histoire des mathématiques*, 27(1), 1–94, doi : 10.24033/rhm.231.
- FONTAINE, Thomas & PESCHANSKI, Denis [2014], *La Collaboration, Vichy Paris Berlin, 1940-1945*, Paris : Tallandier, Archives nationales, ministère de la Défense.
- GUESLIN, André (éd.) [1994], *Les Facs sous Vichy*, Clermont-Ferrand : Publications de l'Institut d'études du Massif Central, Université Blaise Pascal (Clermont II).
- HAVAS, Peter [1995], The Life and Work of Guido Beck : The European Years : 1903-1943, *Anais Academia Brasileira de Ciencias*, 67, sup. 1, 11–36.
- LABORIE, Pierre [2015], Histoire, vulgate et comportements collectifs, dans *Les Comportements collectifs en France et dans l'Europe allemande, Historiographie, normes, prismes (1940-1945)*, édité par P. Laborie & Fr. Marcot, Rennes : Presses universitaires de Rennes, Histoire, 25–38.
- LABORIE, Pierre & MARCOT, François (éds.) [2015], *Les Comportements collectifs en France et dans l'Europe allemande, Historiographie, normes, prismes (1940-1945)*, Histoire, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- LAURENS, Sylvain [2019], *Militer pour la science, Les mouvements rationalistes en France (1930-2005)*, Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- LAUTESSE, Philippe, TUAILLON, Juliette et al. (éds.) [2020], *Recherche et éducation en physique à l'époque contemporaine, à Lyon et en France*, Science – Histoire – Philosophie, Paris : Vrin.

- MARCOT, François [2006], Résistance et autres comportements des Français sous l'Occupation, dans *Les Résistances, miroir des régimes d'oppression, Allemagne, France, Italie*, édité par Fr. Marcot & D. Musiedlak, Besançon : Presses universitaires de Franche-Comté, 47–59.
- NYE, Mary Jo [1997], Aristocratic culture and the pursuit of science : The De Broglies in modern France, *Isis*, 88(3), 397–421, doi : 10.1086/383768.
- PACE, David [1991], Old wine—New bottles : Atomic energy and the ideology of science in Postwar France, *French Historical Studies*, 17(1), 38–61, doi : 10.2307/286278.
- PESTRE, Dominique [1984], *Physique et physiciens en France, 1918-1940*, Paris : Éditions des archives contemporaines.
- PINAULT, Michel [1996], Frédéric Joliot, les Allemands et l'université aux premiers mois de l'occupation, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 50(1), 67–88, doi : 10.3406/xxs.1996.3521.
- [1999], *Frédéric Joliot, la science et la société : un itinéraire de la physique nucléaire à la politique nucléaire (1900-1958)*, Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- [2000], *Frédéric Joliot-Curie*, Paris : Éditions Odile Jacob.
- ROUQUET, François [1993], *L'Épuration dans l'administration française : agents de l'État et collaboration ordinaire*, Paris : CNRS Éditions.
- [2010], « *Mon cher Collègue et Ami* », *l'épuration des universitaires (1940-1953)*, Histoire, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- SINGER, Claude [1992], *Vichy, l'Université et les juifs. Les silences et la mémoire*, Histoire, Paris : Les Belles Lettres.
- [1997], *L'Université libérée, l'Université épurée (1943-1947)*, Histoire, Paris : Les Belles Lettres.
- [2006], La science française à la dérive. Itinéraires de scientifiques collaborationnistes sous l'occupation allemande, dans *Croyance, raison et déraison : colloque de rentrée 2005 du Collège de France*, édité par G. Fussman, Paris : Odile Jacob, 291–302.
- VERGNON, Gilles [2008], Jean Perrin, Paul Langevin et les autres... : de la science comme ressource politique, dans *La Vie politique de la science*, édité par D. Dufourt & J. Michel, Limonest : L'Interdisciplinaire, 59–69.
- VERSCHUEREN, Pierre [2017], *Des savants aux chercheurs, Les sciences physiques comme métier (1945-1968)*, Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.